

## PIERRE JACQUET

Professeur d'économie à l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC), membre du Cercle des Économistes

**Masood Ahmed, président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI**

On en parlera un peu avec Pierre, qui est le suivant, mais la version européenne est qu'il y a moins de subventions et un peu plus de réglementations. Si cela a pour conséquence d'influencer la structure des flux commerciaux, c'est le prix à payer.

Je pense que la question que nous devons poser est la suivante : comment aborder ce compromis ? Parce que, à mon avis, nous ne serons plus dans un monde où nous ne pourrions nous positionner qu'à une extrémité ou à une autre.

Le danger, d'une certaine manière, est qu'on a deux conversations parallèles – l'une sur ce que nous considérons comme un ordre économique libéral, et l'autre sur toute une série de nouvelles questions qui sont sur la table et que les gens veulent aborder au niveau international – mais je ne suis pas sûr que ces conversations se retrouvent suffisamment. Il sera intéressant de connaître votre point de vue sur le rôle des puissances moyennes pour faire avancer ce dossier.

Pierre, vous avez écouté trois de vos collègues panélistes et vous avez un ensemble de points de vue à ce sujet, il serait donc intéressant de les connaître.

**Pierre Jacquet, professeur d'économie à l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC), membre du Cercle des Économistes**

Merci, et merci à Thierry de m'avoir invité à cette importante conférence.

Permettez-moi de réfléchir un peu à la notion d'ordre économique international. La première question est de savoir si nous en avons besoin et, en tant qu'économiste, ma réponse serait oui parce que nous croyons aux marchés et que les marchés ne fonctionnent pas en vase clos. Ils ont besoin de règles, ils ont besoin de prévisibilité, et c'est ce que signifie le mot « ordre ». La raison pour laquelle nous avons été si prospères après la Seconde Guerre mondiale était qu'il existait un ensemble de règles du jeu et que les acteurs du marché pouvaient y croire et s'y fier.

Ma deuxième remarque est qu'aucun ordre ne reste stable dans le temps. Il reflète l'ensemble actuel de questions, de préoccupations et de défis politiques qui doivent être résolus collectivement et il est peu probable qu'il résiste aux changements de l'environnement mondial.

D'une certaine manière, il existe des cycles – et cela est très bien démontré dans un ouvrage majeur de Martin Daunt dans son livre *The Economic Government of the World* dans lequel il expose et documente de tels cycles. Ces cycles commencent par une perte de légitimité de l'ordre existant, conduisant à un interrègne au cours duquel de nouvelles idées sont

discutées, des désaccords surviennent et ce processus conduit finalement à un nouvel ordre. Là encore, avec le temps le nouvel ordre perd de sa légitimité.

Daunton affirme que nous sommes actuellement dans le troisième cycle de ce type. Le premier s'est produit entre les années 1910 et 1940, avec la perte de légitimité de l'ordre mondial d'avant la Première Guerre mondiale. L'interrègne a duré longtemps : des efforts ont été faits pour structurer la coopération internationale, la Société des Nations a été créée, ainsi que la Banque des règlements internationaux ; il y a eu des discussions sur la restauration de l'étalon-or. Ces efforts ont pour l'essentiel échoué, la Conférence internationale de Londres en 1933 n'a abouti à rien et la délégation américaine était elle-même divisée. Mais c'est à ce moment-là que les germes du dernier accord de Bretton Wood ont été construits, et le nouvel ordre qui a émergé était basé sur cet accord de Bretton Woods de 1944.

Cet ordre a à son tour soutenu des décennies de forte croissance, mais diverses crises ont annoncé une perte de légitimité à partir de la fin des années 1960. Au début des années 1970, l'accord du système de change au sein de Bretton Woods s'est effondré, conduisant finalement à des taux de change flottants entre les principales monnaies. Puis vinrent les deux chocs pétroliers. L'interrègne dure jusqu'à la fin des années 1970 avec l'émergence d'un nouvel ordre libéral avec Margaret Thatcher, Ronald Reagan et la déréglementation des marchés financiers.

Cet ordre néolibéral a de nouveau souffert d'une perte de légitimité devenue criante au lendemain de la crise financière de 2008-2009 (après une alerte en 1998-1999 avec la crise asiatique), puis de nouveau avec la pandémie de Covid 19, conduisant au désordre de l'interrègne complexe et multiforme dans lequel nous vivons. La financiarisation n'a pas réussi à apporter la prospérité à tous et a surtout profité aux riches. L'ordre mondial existant s'est révélé incapable de générer l'action collective qu'exigent les défis climatiques et environnementaux, la complexité des chaînes de valeur s'est révélée une source de vulnérabilité et d'insécurité majeure, la montée en puissance des pays émergents a mis en évidence le déséquilibre politique des structures et des institutions de gouvernance mondiale. En outre, beaucoup d'énergie politique a été consacrée à aborder les dimensions mondiales de certaines questions telles que le commerce ou la finance, mais beaucoup moins à d'autres questions légitimes telles que les droits du travail, les migrations, la santé et bien sûr l'environnement. Enfin, les tensions géopolitiques actuelles aggravent la fragilité politique de l'ordre mondial actuel.

Voilà où nous en sommes actuellement. La politique est de retour, et c'est une bonne nouvelle. Nous devons travailler sur ces défis. La grande question est de savoir combien de temps faudra-t-il pour parvenir à un ensemble d'accords négociés qui concilient l'intérêt national et la coopération internationale ? C'est ce qui définit réellement un ordre international.

Pendant plusieurs années à venir, nous serons obligés de nous débrouiller. Ce n'est peut-être pas une catastrophe, mais cela signifie que les marchés ne seront pas ancrés sur un ensemble de règles stables et prévisibles. Par conséquent, nous pourrions effectivement avoir une croissance moindre. Cependant, cela peut aussi être l'occasion de redéfinir à quoi sert l'économie. Est-ce à la croissance ? Est-ce à une prospérité partagée ? Comment définit-on la croissance ? Est-ce le changement du PIB ? Nous savons tous que c'est un très mauvais indicateur. Le désordre actuel de l'interrègne peut offrir une merveilleuse opportunité mais, comme l'ont démontré les années 1930, je ne suis pas sûr que nous puissions gérer cette opportunité avec succès.

**Masood Ahmed**

Merci Pierre. Un ensemble très cohérent et complet de questions qui doivent toutes être abordées. Aux deux tiers de la première série d'interventions, nous avons une très bonne idée de tous les problèmes et aussi de toutes les choses qui doivent être résolues. Cependant, nous avons également le sentiment que l'ensemble actuel des relations politiques internationales fait qu'il est difficile de bien résoudre l'un ou l'autre de ces problèmes.

Lors d'un deuxième tour, je souhaiterais connaître votre point de vue sur la manière dont nous allons réellement progresser dans la résolution de ces problèmes et, si nous ne progressons pas, comment allons-nous faire sans un bon ensemble de règles pour pouvoir échanger ? Quelle en est la conséquence ?

Je pense qu'il serait utile de voir d'où viendra l'impulsion en faveur du changement. Étant donné tous les problèmes que vous venez de souligner concernant le passé, il ne s'agit pas de simplement préserver ce passé.

Par conséquent, en commençant par Madame Touré, puis par Pierre, vos derniers commentaires nous montrent qu'il y a toutes ces séries de problèmes dans la façon dont nous gérons actuellement nos relations, et nous ne savons pas très bien comment nous pouvons réellement les faire avancer. Nous y reviendrons mais, si nous pouvions réfléchir un peu à ces questions ?

Cependant, avant d'en arriver là, j'ai encore deux collègues dont nous voulons écouter les points de vue.